



Les agences de renseignement «Five Eyes» impliqués dans la campagne contre le géant chinois des télécommunications Huawei

Par [Nick Beams](#)

Mondialisation.ca, 15 décembre 2018
[WSWS.org](#)

Région : [Asie](#), [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#), [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#), [Transnationales](#)

De nouvelles preuves démontrent que les opérations américaines contre le géant chinois des télécommunications Huawei ainsi que l'arrestation et la détention de l'une de ses dirigeantes, Meng Wanzhou, qui fait face à des accusations criminelles de fraude portées par le ministère américain de la Justice, sont le résultat d'une campagne coordonnée par les agences de renseignement du réseau dit «Five Eyes».

Selon un rapport remarquable publié hier dans l'Australian Financial Review (AFR), la réunion annuelle des hauts responsables du renseignement des pays du réseau - les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada - tenue en juillet dernier a décidé de «coordonner l'interdiction» du Huawei des réseaux téléphoniques mobiles 5G.

La réunion de deux jours, qui s'est tenue dans la capitale canadienne d'Ottawa, a décidé que les chefs du renseignement devaient prendre le temps d'expliquer publiquement «leurs préoccupations» au sujet de la Chine.

Dans les mois qui ont suivi, les cinq membres du réseau ont mené «une campagne sans précédent» pour «empêcher le géant de la technologie Huawei de fournir de l'équipement pour leurs réseaux sans fil de la prochaine génération» qui a conduit à l'arrestation de Meng au Canada.

Le 23 août, lors de l'un de ses derniers actes en tant que premier ministre australien avant d'être destitué lors d'un coup de force au sein de son parti, Malcolm Turnbull a appelé le président américain Trump pour lui dire que Huawei et une autre entreprise chinoise, ZTE, avaient été bannis du déploiement du 5G dans le pays. Le fondement de la décision était d'exclure «les vendeurs qui sont susceptibles de faire l'objet de directives extrajudiciaires de la part d'un gouvernement étranger».

Le 29 octobre, Mike Burgess, directeur général de l'Australian Signals Directorate, a prononcé un discours dans lequel, sans nommer directement Huawei, il a déclaré que les «enjeux du 5G» ne pouvaient être plus importants. Il s'agissait du premier discours public du chef de l'organisation en 70 ans d'histoire.

Le discours a été suivi sept jours plus tard par une décision du gouvernement travailliste néo-zélandais d'interdire à Huawei de fournir du matériel 5G à la compagnie de téléphone

Spark.

L'article note ensuite que le 6 décembre, le chef du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), David Vigneault, qui avait été l'hôte de la réunion Five Eyes, a prononcé son premier discours public mettant en garde contre une menace à la sécurité.

«Le SCRS a constaté une tendance à l'espionnage parrainé par l'État dans des domaines qui sont cruciaux pour la capacité du Canada à bâtir et soutenir une économie prospère fondée sur le savoir», a-t-il dit en faisant référence à l'intelligence artificielle, à la technologie quantique et au 5G. La Chine n'a pas été mentionnée spécifiquement, mais il ne fait aucun doute qu'elle était la cible et le Canada devrait bientôt annoncer l'interdiction de Huawei et de ZTE.

Le lendemain du discours de son homologue canadien, le chef du MI6 britannique a pris la parole lors d'une réunion à l'Université de St Andrews, en Écosse, au cours de laquelle il a averti que «l'évolution de la menace étatique concerne en grande partie l'exploitation novatrice de la technologie moderne par nos adversaires».

La situation britannique est plus complexe que celle des autres membres de Five Eyes en raison de l'accord conclu par British Telecom (BT) avec Huawei dans les réseaux 3G et 4G il y a 15 ans. Mais cela est en train de changer, car BT a déclaré qu'elle retirerait les équipements Huawei de ses réseaux et qu'elle n'utiliserait pas sa technologie 5G.

La principale participante à la réunion était la directrice de la CIA, Gina Haspel. Ce sont les États-Unis qui ont dirigé la campagne contre la Chine, ayant déjà interdit Huawei, et mené une campagne internationale pour que leurs équipements soient interdits par d'autres alliés stratégiques au-delà du groupe Five Eyes.

L'article de l'AFR notait que l'accent mis par Washington sur Pékin «joue sur l'obsession de Trump pour la guerre commerciale, mais qu'il serait erroné de penser que c'est uniquement le président qui la dirige. Au cours des deux dernières années, les républicains et démocrates au Congrès et dans les ministères de la Défense, de l'État et des agences de sécurité sont arrivés à la conclusion que la Chine est une menace stratégique».

D'autres preuves de la manière dont les services de renseignement et l'appareil militaire américains mènent l'attaque contre Huawei et les entreprises technologiques chinoises en général ont été révélées dans un article publié hier dans le Financial Times.

L'article en question cite un memo «apparemment rédigé par un haut fonctionnaire du Conseil national de sécurité», qui avait fait l'objet d'une fuite, mettant en garde contre les conséquences de la montée en puissance de Huawei, rendu le premier fournisseur mondial d'équipements de télécommunications. Il avertissait également du fait qu'il était à la pointe du développement de la technologie 5G.

«On est en train de perdre la course», disait le mémo. «Celui qui mènera la technologie et la part de marché pour le déploiement du 5G aura un avantage énorme pour dominer le secteur de l'information.»

Le mémo disait que la 5G n'était «en aucun cas une '4G plus rapide'», mais plutôt un «changement semblable à l'invention de la presse de Gutenberg», car elle permettrait d'obtenir des vitesses plus rapides, des délais plus courts entre le réseau et l'appareil et une capacité de transfert des données beaucoup plus grande.

Ces développements, selon l'article, soutiendront les voitures auto-propulsées, l'intelligence artificielle et les communications de machine à machine, et «transformeront la façon dont tout fonctionne, des hôpitaux aux usines».

La Chine a pris une longueur d'avance dans la préparation du 5G qui nécessite plus de stations de base que les réseaux existants et comptait près de 2 millions de sites cellulaires au début de 2018, soit dix fois plus qu'aux États-Unis. Selon le cabinet-conseil de Deloitte, il y a 5,3 sites pour 10 milles carrés en Chine, contre 0,4 aux États-Unis.

Ces chiffres expliquent la férocité de la guerre économique des États-Unis contre la Chine. Ils craignent que leur suprématie économique et militaire ne soit directement menacée et sont déterminés à prendre toutes les mesures jugées nécessaires pour contrer l'essor de la Chine.

La logique objective de cette évolution a été soulignée dans un article, également publié hier dans l'AFR, du professeur Jeffrey Sachs, de l'Université Columbia.

L'arrestation de Meng Wanzhou, écrit-il, «est une décision dangereuse de l'administration du président américain Donald Trump dans son conflit croissant avec la Chine. Si, comme le disait Mark Twain, l'histoire rime souvent, notre époque rappelle de plus en plus la période précédant 1914. Comme les grandes puissances européennes de l'époque, les États-Unis, dirigés par une administration soucieuse d'affirmer la domination américaine sur la Chine, poussent le monde vers le désastre.»

Sachs a attiré l'attention sur l'hypocrisie entourant la détention de Meng, accusée d'avoir commis une fraude en violation de l'interdiction imposée par les États-Unis de traiter avec l'Iran. Il a noté qu'en 2011 JP Morgan Chase a payé 88,3 millions de dollars d'amendes pour violation des sanctions américaines contre Cuba, l'Iran et le Soudan. «Jamie Dimon n'a pas été enlevé d'un avion et mis en garde à vue.»

Aucun des dirigeants des banques ou de leurs agents financiers n'a été «tenu responsable de l'omniprésence des infractions à la loi qui ont précédé ou suivi la crise financière de 2008» pour laquelle les banques ont payé 243 milliards de dollars d'amendes.

Les actions américaines contre Huawei faisaient partie d'une «guerre économique contre la Chine, et une guerre imprudente».

Il a noté que lorsque les règles du commerce mondial font obstacle à la «tactique de gangster» de l'administration Trump, celle-ci estime que les règles doivent disparaître, citant un commentaire du secrétaire d'État Mike Pompeo à Bruxelles la semaine dernière, dans lequel ce dernier fait une telle admission.

«Notre administration», a dit Pompeo, «quitte ou renégocie en toute légalité des traités, accords commerciaux et autres arrangements internationaux désuets ou nuisibles qui ne servent pas nos intérêts souverains ou ceux de nos alliés».

Rappelant la décision unilatérale des États-Unis de rejeter la décision du Conseil de sécurité de l'ONU de lever toutes les interdictions sur l'Iran dans le cadre de l'accord nucléaire iranien de 2015, Sachs a conclu: «L'administration Trump, et non Huawei ou la Chine, est la plus grande menace pour l'état de droit international, et donc pour la paix mondiale».

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Nick Beams](http://wsws.org), wsws.org, 2018

Articles Par : [Nick Beams](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca